



# CONVENTION SUR LES ESPÈCES MIGRATRICES

Distribution: Générale

PNUE /CMS/COP11/Doc.14.3/  
Rev.1  
16 octobre 2014

Français  
Original: Anglais

11<sup>e</sup> SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES  
Quito, Équateur, 4-9 novembre 2014  
Point 14.3 de l'ordre du jour

## BUDGET PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2015–2017

### Résumé:

Le présent document contient le budget proposé de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage pour la période triennale 2015 – 2017. Le budget proposé a été préparé par le Secrétaire exécutif, pour examen par la Conférence des Parties à sa onzième session.

Le document devrait être examiné en même temps que les documents ci-après : PNUE/CMS/COP11/Doc.14.1 sur l'exécution du budget de la CMS durant la période triennale 2012 – 2014; PNUE/CMS/COP11/Doc.14.2 sur le Programme de travail chiffré pour la période triennale 2015–2017; et PNUE/CMS/COP11/Doc.14.4 sur la mobilisation des ressources.

### Résumé des modifications introduites le 16 Octobre au document PNUE/CMS/COP11/Doc 14.3 d'origine du 1er août 2014

#### Modifications apportées à l'Annexe I:

- les chiffres sont en Euros.

#### Modifications apportées à l'Annexe II

- les chiffres sont en Euros;
- Ajout du Kirghizistan qui a été omis par erreur;
- «Barème ajusté » (Adjusted scale) corrigé pour les Îles Cook;
- Contributions proposées ajustées (adjusted proposed contributions) de toutes les parties afin de refléter l'introduction du Kirghizistan et la correction du «barème ajusté» pour les Îles Cook.

## **BUDGET PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2015–2017**

*(Note du Secrétaire exécutif)*

### **I. Introduction**

1. Le présent document répond aux paragraphes 12 à 14 de l'Annexe IV à la Résolution 10.1 de la Conférence des Parties (COP), par lesquels il a été décidé qu'une proposition de budget triennal doit être transmise par le Secrétariat et mise à la disposition des Parties 90 jours avant la réunion de la COP.

2. Conscient des contraintes financières actuelles subies par les gouvernements, le Secrétaire exécutif a préparé trois propositions de budget visant à maintenir toute augmentation au strict minimum, tout en accordant une très grande importance à la nécessité de faire en sorte que les ressources soient utilisées de la façon la plus économique et efficace possible.

3. Dans le cadre de l'élaboration de ses propositions de budget, le Secrétaire exécutif a été guidé par la nécessité de mettre l'accent sur les efforts prodigués par le Secrétariat pour optimiser l'appui à la mise en œuvre des objectifs de la Convention. A cette fin, le Secrétaire exécutif a adapté les ressources du Secrétariat pour atteindre les objectifs stratégiques ci-après:

- (a) **APPUI À LA MISE EN OEUVRE** – fournir des fonds de lancement pour entreprendre des activités et faire des ajustements de personnel, afin d'appuyer la mise en œuvre des objectifs de la Convention et des résolutions pertinentes;
- (b) **PROMOUVOIR DES SYNERGIES AU SEIN DE LA CMS ET DE LA FAMILLE CMS** – Optimiser les synergies pour augmenter l'efficacité des ressources, développer la spécialisation, et réorienter les économies réalisées et améliorer les ressources en vue de renforcer l'appui à la mise en œuvre;
- (c) **PARTENARIATS PROGRAMMATIQUES** – Mettre en place des partenariats stratégiques avec les ONG et les parties prenantes concernées, et participer à des initiatives conjointes entre le PNUE, des organisations intergouvernementales et des accords multilatéraux sur l'environnement, afin d'orienter les efforts collectifs vers des approches cohérentes et coordonnées pour appuyer la mise en œuvre de la Convention;
- (d) **INFORMATION ET SUIVI SCIENTIFIQUES** – Coordonner la recherche et utiliser les connaissances et les compétences du Conseil scientifique et des principaux partenaires, afin de donner des avis scientifiques robustes et en temps voulu à la COP, pour une prise de décisions;
- (e) **INFORMATION ET SENSIBILISATION** – Accroître la visibilité de la Convention en augmentant le nombre de ses membres dans toute la Famille CMS, et en utilisant les technologies modernes et les réseaux de médias pour donner accès à des informations fiables, afin de promouvoir la réalisation des objectifs de la Convention;

- (f) **PARTENARIATS STRATÉGIQUES** – Développer des partenariats stratégiques à long terme avec les principaux bailleurs de fonds et d'autres institutions de financement, pour faire en sorte que les programmes prioritaires de la Famille CMS reçoivent des ressources adéquates et prévisibles;
- (g) **RENFORCEMENT DES CAPACITÉS** – Mettre au point des outils d'appui et des programmes d'assistance technique pour aider les Parties à mettre en œuvre la Convention et faciliter l'adhésion de nouvelles Parties à la Convention.

4. D'autre part, le Secrétaire exécutif applique actuellement un certain nombre de mesures visant à améliorer l'efficacité du fonctionnement du Secrétariat et à optimiser l'efficacité des ressources qui lui sont confiées. Ces mesures comprennent :

- (a) Optimiser l'utilisation du budget consacré aux déplacements, en instituant des plans de voyage trimestriels à l'échelle de la Famille CMS qui réduisent les frais de déplacement : a) en permettant une représentation conjointe du personnel de la Famille CMS aux réunions; b) en faisant des économies substantielles de frais de déplacement grâce à l'achat de billets longtemps avant les dates de voyage;
- (b) Utiliser davantage la technologie, y compris : l'utilisation des espaces de travail en ligne pour la collaboration; les technologies de communication axées sur Internet pour des réunions virtuelles; les technologies relatives aux bases de données, qui soutiennent le nouveau site Internet, pour faciliter l'accès aux données de la Famille CMS;
- (c) Améliorer les connaissances et les compétences du personnel de la Famille CMS, en veillant tout particulièrement à ce que l'ensemble du personnel reçoive la formation obligatoire de l'ONU et ait la possibilité de développer davantage leurs compétences.

## **II. Budget proposé**

5. Trois scénarios ont été présentés dans l'Annexe I pour la période triennale 2015 – 2017, à savoir : i) un scénario de croissance réelle zéro (Scénario 1); ii) un scénario de croissance réelle de 3% (Scénario 2); iii) un scénario de croissance réelle de 5% (Scénario 3). Tous les scénarios intègrent un taux d'inflation de 2% par an, pour tenir compte de l'impact de l'inflation sur les dépenses de personnel statutaire, telles que les indemnités de poste et autres prestations, ainsi que les augmentations et révisions habituelles de traitement à l'intérieur d'une classe. Les trois scénarios se complètent; les Scénarios 2 et 3 indiquent ainsi les coûts supplémentaires des activités supplémentaires proposées.

### **Principaux avantages des différents scénarios proposés**

6. Le tableau 1 indique les principaux avantages de chaque scénario proposé. Tout en étant conscient des conditions économiques actuelles, le Secrétaire exécutif est d'avis que l'augmentation modeste du budget proposée dans le Scénario 3 aurait le plus grand effet sur la Convention, car elle permettrait au Secrétariat de concentrer ses efforts sur la mise en œuvre des priorités établies par les Parties. Dans le cadre du Scénario 1, le Secrétariat devrait déployer des efforts considérables pour mobiliser des ressources extrabudgétaires avant de pouvoir commencer la mise en œuvre. En vertu de ce scénario, la difficulté de mobiliser des contributions volontaires dans les conditions économiques actuelles compromettra sérieusement sans doute la mise en œuvre réussie du programme. Bien que le Scénario 2

comprenne des fonds de lancement pour permettre au Secrétariat de commencer une mise en œuvre dans un certain nombre de domaines prioritaires essentiels, les fonds alloués chaque année aux activités restent relativement modestes. Il convient de noter qu'en termes monétaires, la différence de coût entre le Scénario 1 et le Scénario 3 est de 388 002 € (soit 129 334 € par an), ce qui, lorsqu'on partage ce montant entre les 120 Parties à la Convention, se traduit par une légère augmentation seulement des contributions de chaque Partie (voir l'Annexe II), mais contribuerait grandement à doter le Secrétariat de capacités pour pouvoir remplir ses fonctions et catalyser des ressources supplémentaires pour la mise en œuvre du programme.

**Tableau 1**  
**Principaux avantages des scénarios proposés**

|  |  |
|--|--|
| Scénario 1<br>(croissance réelle<br>zéro)<br>7 760 890 € | ✓ 50% d'un poste P-2 pour appuyer la mise en œuvre de l'Initiative sur les mammifères d'Asie Centrale;<br>✓ 60 000 € alloués pour l'appui aux activités liées à la mise en œuvre;<br>✓ Poste P-2 <sup>1</sup> pour l'élaboration plus poussée des outils informatiques (nouveau site Internet; communauté en ligne; outil de présentation des rapports nationaux, etc.);<br>✓ 19 500 € pour les outils informatiques et le site Internet;<br>✓ 35 400 € investis dans le développement du personnel. |
| Scénario 2<br>(croissance 3%)<br>7 993 630 €             | ✓ 90 000 € (soit 30 000 € supplémentaires) pour l'appui aux activités liées à la mise en œuvre;<br>✓ 45 000 € pour le Plan stratégique;<br>✓ 25% d'un poste P-3 pour appuyer les activités de communication et de sensibilisation conjointes de la Famille CMS;<br>✓ 5 800 € pour les activités de communication et de sensibilisation conjointes;<br>✓ 50 000 € pour l'analyse des rapports nationaux;<br>✓ 15 000 € pour les activités de renforcement des capacités.                              |
| Scénario 3<br>(croissance 5%)<br>8 148 892 €             | ✓ 180 000 € (90 000 €) pour l'appui aux activités liées à la mise en œuvre;<br>✓ 35 800 € (30 000 €) pour des activités de communication et de sensibilisation conjointes;<br>✓ 32 400 € (17 400 €) pour des activités de renforcement des capacités.  |

<sup>1</sup> Poste approuvé pour un financement par des contributions volontaires, dans l'Annexe II à la Résolution 10.1

## Scénario 1

7. Dans le cadre du Scénario 1, le Secrétariat vise à régulariser les arrangements ad hoc qui ont été mis en place pendant la période triennale 2012 – 2014 pour le personnel du Secrétariat, en utilisant les ressources disponibles dans le budget principal. Comme le montre le Tableau 2, la COP-10 a approuvé l'équivalent à plein temps de 8,695 postes professionnels financés à partir du budget principal. D'autre part, la COP-10 a fourni des ressources pour prolonger les postes du personnel du Secrétariat chargé d'administrer les MdE et a approuvé la création d'un poste d'Administrateur associé chargé de l'information, financé par des contributions volontaires.

**Tableau 2**  
**Postes professionnels financés à partir du budget principal**

|  | Niveau | 2012 – 2014      |  |       | 2015 - 2017          |                      |                      |
|--|--------|------------------|--|-------|----------------------|----------------------|----------------------|
|  |        | Budget principal | Principales économies / Structure future | Total | Principal Scénario 1 | Principal Scénario 2 | Principal Scénario 3 |
| Secrétaire exécutif                        | D-1    | 0,97             |  | 0,97  | 0,97                 | 0,97                 | 0,97                 |
| Secrétaire exécutif adjoint                | P-5    | 1                |  | 1     | 1                    | 1                    | 1                    |
| Conseiller de haut rang et Chef de l'IOSEA | P-5    | 0,125            |  | 0,125 | 0,125                | 0,125                | 0,125                |
| Chef, Espèces aquatiques                   | P-4    | 0,85             |  | 0,85  | 0,85                 | 0,85                 | 0,85                 |
| Chef, Espèces aviaires                     | P-4    | 1                |  | 1     | 1                    | 1                    | 1                    |
| Conseiller scientifique                    | P-4    | 1                |  | 1     | 1                    | 1                    | 1                    |
| Chef, Renforcement des capacités           | P-4    | 1                |  | 1     | 1                    | 1                    | 1                    |

|   |     |              |          |               |               |               |
|---|-----|--------------|----------|---------------|---------------|---------------|
| Administrateur de programme chargé de l'information, de la communication et de la sensibilisation | P-3 |              |          |               | 0,25          | 0,25          |
| Administrateur Associé, Partenariats et levée de fonds  | P-2 | 1            | 1        | 1             | 1             | 1             |
| Administrateur de programme associé, Washington   | P-2 | 0,5          | 0,5      | 0,5           | 0,5           | 0,5           |
| Administrateur associé, Mammifères marins   | P-2 | 0,25         | 0,25     | 0,25          | 0,25          | 0,25          |
| Administrateur de programme associé (Terrestre)   | P-2 | 1            | 1        | 1             | 1             | 1             |
| Administrateur de programme associé (Asie centrale) <sup>1</sup>                                  | P-2 |              | 1        | 0,5           | 0,5           | 0,5           |
| Administrateur associé chargé de l'information  | P-2 |              | 1        | 1             | 1             | 1             |
| Administrateur de programme associé (Accords et gestion de la COP) <sup>3</sup>                   | P-2 |              | 1        |               |               |               |
| <b>Total Postes professionnels</b>  |     | <b>8,695</b> | <b>3</b> | <b>11,695</b> | <b>10,195</b> | <b>10,445</b> |

<sup>1</sup> Financé par le budget principal depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2013; <sup>2</sup> Financé par le budget principal depuis le 14 septembre 2012; <sup>3</sup> Financé par le budget principal depuis le 3 janvier 2013.

8. Durant la première partie du précédent exercice triennal, le Secrétariat a pu renforcer sa capacité en personnel, tout particulièrement en ce qui concerne la mise en œuvre des accords et la capacité d'utiliser les technologies modernes pour le site Internet rénové, ainsi que pour d'autres plateformes de communication axées sur Internet, grâce à l'appui des gouvernements qui ont fourni des Jeunes experts associés (JEA) au Secrétariat. Avec l'approbation du Comité permanent et/ou de son Président (selon qu'il convient), le Secrétariat a pu utiliser les principales ressources fournies par le budget approuvé, y compris les économies réalisées essentiellement en raison de postes vacants, pour prolonger les arrangements relatifs au personnel jusqu'à la fin de la période triennale actuelle – de fait, le Secrétariat a pu augmenter ses effectifs en personnel d'un équivalent de 3 postes P-2 durant la période triennale. Lorsque ces arrangements arriveront à expiration à la fin 2014, le Secrétariat risque de perdre un pourcentage important de ses effectifs en personnel.

9. Dans le cadre du scénario proposé de croissance zéro, le Secrétariat propose d'officialiser certains arrangements ad hoc relatifs au personnel, en fournissant des ressources du budget principal pour le poste P-2 d'Administrateur associé chargé de l'information, qui a été mis en place par la COP10 moyennant un financement par des contributions volontaires, et pour un poste P-2 à mi-temps (50%) d'Administrateur associé de programme, pour continuer à appuyer les activités liées à la mise en œuvre du programme sur les espèces terrestres, tout particulièrement l'Initiative sur les mammifères d'Asie centrale. Bien que le Scénario 1 se traduise en réalité par une réduction des effectifs en personnel du Secrétariat, équivalent à la perte d'un poste et demi à plein temps (voir le Tableau 2, en passant de 11,695 postes durant la période triennale actuelle à 10,195 postes en vertu du Scénario 1), le poste et demi proposé permettrait au Secrétariat d'avoir la masse critique requise pour maintenir et améliorer le nouveau site Internet et pour réaliser avec succès le programme d'appui à la mise en œuvre relatif aux espèces terrestres.

10. S'agissant des coûts non liés au personnel dans le cadre de ce scénario, la priorité a été accordée également à l'appui aux activités liées à la mise en œuvre et à la maintenance du nouveau site Internet. A cet égard, 20 000 € ont été alloués pour cet exercice triennal à l'appui aux activités liées à la mise en œuvre, pour chacun des programmes relatifs aux espèces aquatiques, aviaires et terrestres. D'autre part, 19 500 € ont été alloués à la maintenance et l'amélioration du nouveau site Internet. Compte tenu de la réforme prévue du Conseil scientifique, la croissance réelle des fonds alloués pour les réunions du Conseil reste inchangée par rapport au précédent exercice triennal. Cependant, le même montant a été alloué pour la première et la deuxième année du prochain exercice triennal, puisqu'il est prévu que le Conseil restructuré organisera des plus petites réunions de représentants régionaux qui se tiendront moins souvent pendant cette période triennale. Grâce aux économies réalisées par la restructuration du Conseil, le Secrétariat propose que ces fonds soient aussi utilisés pour permettre au Président du Conseil de participer à une réunion de la

Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) chaque année.

11. En ce qui concerne les coûts d'exploitation, la croissance réelle des fonds alloués pour les « Frais de communication (téléphone, facsimile) » et les « Tarifs postaux et courrier » ont été rassemblés dans une seule ligne – « Services de communication et courrier » – pour tenir compte de l'évolution de la nature des frais de communication, sachant que les services postaux classiques sont de plus en plus souvent remplacés par des services de télécommunication modernes. Reconnaissant qu'il importe d'investir dans le développement du personnel et organisationnel, le Secrétariat propose d'allouer 35 400 € à cette fin. Cette disposition vise à répondre aux exigences en matière de politique d'apprentissage et de développement des Nations Unies, selon lesquelles tout le personnel doit bénéficier de cinq jours d'apprentissage par an minimum. D'autre part, les ressources seront utilisées pour organiser des retraites périodiques, afin de permettre à la Famille de la CMS d'être plus stratégique et cohérente dans la réalisation de ses programmes et de favoriser une cohésion et collaboration au sein de la Famille CMS.

## **Scénario 2**

12. Le Scénario 2 propose une augmentation de 3% par rapport à la proposition de croissance réelle zéro du Scénario 1. En s'appuyant sur le succès de la phase pilote de l'initiative visant à renforcer les synergies au sein de la Famille CMS, le Secrétariat propose d'officialiser cet arrangement en mettant en place une Unité commune chargée de la gestion de l'information, de la communication et de la sensibilisation. La phase pilote a montré le potentiel offert par des ressources mises en commun pour réaliser un programme plus stratégique et cohérent. Dans le cadre de la phase pilote, la CMS (1 poste P2; 1 poste G7 et 1 poste G4 (50%)) et l'AEWA (1 poste P2 et 1 poste G4) ont fourni du personnel pour une unité commune chargée d'administrer les besoins en information de toute la Famille CMS. Afin d'institutionnaliser cet arrangement, le Secrétariat propose de créer un poste P-3 pour superviser le programme, 25% de ce poste étant financé à partir du budget principal de la CMS, le reste étant financé à partir du budget de l'AEWA. La proposition inclut d'avancer l'échelon d'un poste actuel P-2 au sein de l'AEWA, pour tenir compte de l'augmentation du portefeuille de ce poste. Cependant, puisque cette proposition n'entraînera pas de coûts supplémentaires pour l'AEWA et étant donné qu'elle créera des synergies substantielles pour la Famille CMS, il est fort probable que la réunion des Parties à l'AEWA appuiera une telle initiative. En conséquence, la contribution de la CMS correspondant à 25% du montant de ce poste est inscrite dans le budget à compter de 2016, pour permettre à la 6<sup>ème</sup> réunion des Parties à l'AEWA d'examiner la proposition en novembre 2015.

13. Dans le cadre de ce scénario également, le Secrétariat propose d'allouer des fonds non liés au personnel à un certain nombre d'activités hautement prioritaires qui seront cruciales pour la Convention au cours du prochain exercice triennal. Tout particulièrement : a) 45 000 € alloués au développement plus poussé du Plan stratégique, notamment l'élaboration d'indicateurs et d'un guide d'accompagnement; b) 30 000 € alloués pour un appui supplémentaire aux activités liées à la mise en œuvre (c'est-à-dire 10 000 € supplémentaires en 2015 pour chacun des programmes relatifs aux espèces); c) 50 000 € alloués pour l'analyse des rapports nationaux; d) 5 800 € pour entreprendre des activités d'information et de communication; e) 15 000 € pour commencer des activités de renforcement des capacités.

### Scénario 3

14. Dans le cadre du Scénario 3 (augmentation de 5% par rapport à la croissance réelle zéro, et augmentation de 2% par rapport à la proposition du Scénario 2), le Secrétariat propose de renforcer davantage ses capacités pour appuyer la mise en œuvre, comprenant une allocation supplémentaire de 30 000 € pendant la période triennale (par rapport à la proposition du Scénario 2) pour des activités entreprises dans chacun des programmes relatifs aux espèces aquatiques, aviaires et terrestres. Concrètement, ceci représente un montant de 20 000 € pour chaque programme relatif aux espèces; bien que ce montant reste peu élevé, il apporterait des fonds de démarrage pour commencer des activités. Egalement dans le cadre de ce scénario, les fonds alloués pendant la période triennale à la communication et la sensibilisation augmenteraient de 30 000 €, représentant un montant total de 35 800 €, et les fonds alloués aux activités de renforcement des capacités augmenteraient de 17 400 €, représentant un montant total de 32 400 € pour la période triennale.

### III. Questions nécessitant un examen plus approfondi

15. Dans l'Annexe IV à la Résolution 9.14, les Parties ont mis en place le Sous-Comité des finances et du budget. Bien que la résolution dispose que les membres du Sous-Comité doivent se réunir un jour avant chaque réunion du Comité permanent, elle n'exige pas que les membres du Sous-Comité soient des membres du Comité permanent. En conséquence, il a souvent été difficile et coûteux d'assurer la participation des personnes qui ne sont pas membres du Comité permanent à la demi-journée de réunion du Sous-Comité des finances et du budget. A cet égard, le Comité permanent a recommandé que les membres du Sous-Comité se restreignent aux membres du Comité permanent.

16. Dans cette même Annexe, les Parties ont demandé au Secrétariat de transmettre au Sous-Comité des rapports trimestriels sur les dépenses prévues. Reconnaisant la charge de travail considérable que représente l'établissement de tels rapports exhaustifs, le Comité permanent a décidé que les rapports seront établis tous les six mois et qu'ils seront distribués à tous les membres du Comité permanent. Conformément à l'autorité exécutive conférée aux autres chefs de secrétariat au sein du système des Nations Unies, le Secrétaire exécutif est d'avis que ces rapports devraient être simplifiés davantage et que les dépenses de personnel devraient être signalées au regard du budget général alloué au personnel du Secrétariat. A cet égard, les Parties souhaiteront peut-être accorder au Secrétaire exécutif une plus grande marge de manœuvre dans le cadre de l'utilisation des ressources en personnel fournies au Secrétariat, afin d'utiliser notamment les opportunités offertes par les postes vacants pour renforcer les capacités du Secrétariat, y compris en procédant à des changements structurels, dans la mesure où ces changements restent dans les limites du budget général. Cette autorité permettrait au Secrétaire exécutif d'allouer plus efficacement les ressources, pour mieux répondre aux exigences opérationnelles et aux priorités de programme.

17. Au paragraphe 25 de la Résolution 10.1, les Parties ont demandé au Secrétariat d'entreprendre une évaluation de l'échelon des différents postes du Secrétariat. Après des consultations menées auprès du Service de gestion des ressources humaines de l'Office des Nations Unies à Nairobi (ONUN), il est apparu qu'une telle évaluation représenterait un coût d'environ 30 000 USD. Vu les contraintes budgétaires actuelles, le Secrétariat n'a pas pu effectuer cette évaluation pendant la période triennale actuelle. Cependant, les Parties

souhaiteront peut-être demander au Secrétariat de rechercher une aide auprès du PNUE pour entreprendre l'évaluation durant le prochain exercice triennal.

18. Les changements indiqués dans cette partie ont été intégrés dans le projet de résolution figurant à l'Annexe III, et dans le mandat révisé du Sous-Comité des finances et du budget figurant à l'Annexe III (C).

#### IV. Méthodologie et hypothèses de départ

19. Les chiffres utilisés pour calculer les dépenses de personnel sont fournis dans le Tableau 3 ci-dessous :

Tableau 3

##### Dépenses courantes de personnel

| Niveau  | Lieu d'affectation | 2015    | 2016    | 2017    |
|---------|--------------------|---------|---------|---------|
| D-1     | Bonn               | 175 045 | 178 546 | 182 116 |
| P-5     | Bonn               | 157 059 | 160 200 | 163 404 |
| P-4     | Bonn               | 143 264 | 146 129 | 149 051 |
| P-3     | Bonn               | 116 800 | 119 136 | 121 519 |
| P-2     | Bonn               | 90 203  | 92 007  | 93 847  |
| P-2     | Washington         | 90 203  | 92 007  | 93 847  |
| G-6/G-7 | Bonn               | 82 775  | 84 430  | 86 119  |
| G-4/G-5 | Bonn               | 64 310  | 65 596  | 66 908  |

20. Les dépenses courantes indiquées dans le Tableau 3 sont basées sur les dépenses courantes de la période triennale 2012 – 2014, majorée de 2% chaque année pour tenir compte de l'impact de l'inflation sur les dépenses de personnel statutaire, telles que les indemnités de poste et autres prestations, ainsi que les augmentations et révisions habituelles de traitement à l'intérieur d'une classe. Ces augmentations des coûts résultent des normes, directives et calculs à l'échelle du système des Nations Unies, qui sont promulgués par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et ne sont donc pas discrétionnaires.

21. En application de la Résolution 35/217 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 17 décembre 1980, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) impose 13% de frais sur les dépenses de fonds d'affectation spéciale pour administrer le Secrétariat de la Convention. La résolution de l'Assemblée générale vise à faire en sorte que les ressources principales fournies aux organisations des Nations Unies ne soient pas détournées du mandat principal approuvé par leurs organes directeurs pour gérer ou entreprendre des activités extrabudgétaires. Dans le cas du PNUE, le Directeur exécutif a décidé de reverser 67% des frais de 13% imposés sur les dépenses de tous les fonds d'affectation de la Famille CMS, pour aider à couvrir les dépenses directes des services d'appui administratif du Secrétariat de la CMS. Ces ressources sont utilisées actuellement pour financer un poste professionnel (Administrateur chargé de la gestion administrative et des finances, P-4) et cinq postes de Service général (un poste à Abu Dhabi et quatre postes à Bonn).

#### V. Contributions

22. Les contributions obligatoires des Parties pour chaque scénario de budget sont indiquées dans l'Annexe II. Les contributions sont basées sur l'échelle de contribution des Nations Unies pour la répartition des dépenses des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée



générale dans la Résolution 67/238 du 24 décembre 2012. L'échelle de contribution a été ajustée pour tenir compte du fait que certains États membres des Nations Unies ne sont pas Parties à la Convention.

## **VI. Action éventuelle de la Conférence des Parties**

23. La Conférence des Parties est priée d'examiner et d'adopter un budget pour la période triennale 2015 – 2017. A cette fin, un projet de résolution figure dans l'Annexe III au présent document.

**Annexe I**  
**Scénarios du budget proposé pour la période triennale 2015 – 2017 (tous les chiffres sont en euros)**

|   | Scénario 1                         |                |                |                  | Scénario 2                                   |               |               |               | Scénario 3                                   |               |               |               |
|---|------------------------------------|----------------|----------------|------------------|--|---------------|---------------|---------------|--|---------------|---------------|---------------|
|   | Scénario de croissance réelle zéro |                |                |                  | Croissance de 3% - Activités supplémentaires |               |               |               | Croissance de 5% - Activités supplémentaires |               |               |               |
|   | 2015                               | 2016           | 2017           | Total            | 2015   | 2016          | 2017          | Total         | 2015   | 2016          | 2017          | Total         |
| <b>Direction et gestion exécutives</b>                                  |                                    |                |                |                  |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 1 Secrétaire exécutif <sup>1</sup> , 97%                                | 169 794                            | 173 190        | 176 653        | 519 637          |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 2 Secrétaire exécutif adjoint   | 157 059                            | 160 200        | 163 404        | 480 663          |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 3 Assistant personnel du Secrétaire exécutif                            | 82 775                             | 84 430         | 86 119         | 253 324          |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 4 Secrétaire du Secrétaire exécutif adjoint, 50%                        | 32 155                             | 32 798         | 33 454         | 98 407           |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 5 Plan stratégique (Indicateurs, Guide d'accompagnement,...)            |                                    |                |                |                  | 15 000                                       | 15 000        | 15 000        | 45 000        |  |               |               |               |
|   | <b>441 783</b>                     | <b>450 618</b> | <b>459 630</b> | <b>1 352 031</b> | <b>15 000</b>                                | <b>15 000</b> | <b>15 000</b> | <b>45 000</b> |  |               |               |               |
| <b>Appui à la mise en œuvre</b>   |                                    |                |                |                  |  |               |               |               |  |               |               |               |
| <b>Espèces aquatiques</b>   |                                    |                |                |                  |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 6 Chef, Espèces aquatiques <sup>1</sup> , 85%                           | 121 774                            | 124 210        | 126 694        | 372 678          |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 7 Administrateur associé, Mammifères marins <sup>1</sup> , 25%          | 22 551                             | 23 002         | 23 463         | 69 016           |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 8 Conseiller de haut rang <sup>2</sup> , approx 12.5%                   | 20 376                             | 20 376         | 20 376         | 61 128           |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 9 Activités liées à la mise en œuvre                                    | 6 700                              | 6 700          | 6 600          | 20 000           | 10 000                                       |               |               | 10 000        | 10 000                                       | 10 000        | 10 000        | 30 000        |
| <b>Espèces aviaires</b>   |                                    |                |                |                  |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 10 Chef, Espèces aviaires   | 143 264                            | 146 129        | 149 051        | 438 444          |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 11 Activités liées à la mise en œuvre                                   | 6 700                              | 6 700          | 6 600          | 20 000           | 10 000                                       |               |               | 10 000        | 10 000                                       | 10 000        | 10 000        | 30 000        |
| <b>Espèces terrestres</b>   |                                    |                |                |                  |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 12 Chef <sup>3</sup> , Espèces terrestres                               |                                    |                |                |                  |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 13 Administrateur associé de programme                                  | 90 203                             | 92 007         | 93 847         | 276 057          |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 14 Administrateur associé de programme (CAMI), 50%                      | 45 102                             | 46 004         | 46 924         | 138 030          |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 15 Activités liées à la mise en œuvre                                   | 6 700                              | 6 700          | 6 600          | 20 000           | 10 000                                       |               |               | 10 000        | 10 000                                       | 10 000        | 10 000        | 30 000        |
|   | <b>463 370</b>                     | <b>471 828</b> | <b>480 155</b> | <b>1 415 353</b> | <b>30 000</b>                                |               |               | <b>30 000</b> | <b>30 000</b>                                | <b>30 000</b> | <b>30 000</b> | <b>90 000</b> |
| <b>Services consultatifs scientifiques</b>                              |                                    |                |                |                  |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 16 Conseiller scientifique  | 143 264                            | 146 129        | 149 051        | 438 444          |  |               |               |               |  |               |               |               |
|   | <b>143 264</b>                     | <b>146 129</b> | <b>149 051</b> | <b>438 444</b>   |  |               |               |               |  |               |               |               |
| <b>Services de conférence et d'appui</b>                                |                                    |                |                |                  |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 17 Chef <sup>3</sup>  |                                    |                |                |                  |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 18 Assistant de programme   | 64 310                             | 65 596         | 66 908         | 196 814          |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 19 Secrétaire, 50%  | 32 155                             | 32 798         | 33 454         | 98 407           |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 20 Employé de bureau, 50%   | 32 155                             | 32 798         | 33 454         | 98 407           |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 21 Secrétaire, 50%  | 32 155                             | 32 798         | 33 454         | 98 407           |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 22 Secrétaire, 50%  | 32 155                             | 32 798         | 33 454         | 98 407           |  |               |               |               |  |               |               |               |
|   | <b>192 930</b>                     | <b>196 788</b> | <b>200 724</b> | <b>590 442</b>   |  |               |               |               |  |               |               |               |
| <b>Mobilisation des ressources et affaires interorganismes</b>          |                                    |                |                |                  |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 23 Administrateur associé, Partenariats et levée de fonds               | 90 203                             | 92 007         | 93 847         | 276 057          |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 24 Administrateur associé de programme, Washington, 50%                 | 45 102                             | 46 004         | 46 924         | 138 030          |  |               |               |               |  |               |               |               |
|   | <b>135 305</b>                     | <b>138 011</b> | <b>140 771</b> | <b>414 087</b>   |  |               |               |               |  |               |               |               |
| <b>Gestion de l'information, la communication et la sensibilisation</b> |                                    |                |                |                  |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 25 Administrateur de programme, 25%                                     |                                    |                |                |                  |  | 29 784        | 30 380        | 60 164        |  |               |               |               |
| 26 Administrateur associé chargé de l'information <sup>4</sup>          | 90 203                             | 92 007         | 93 847         | 276 057          |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 27 Assistant en chef chargé de l'information                            | 82 775                             | 84 430         | 86 119         | 253 324          |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 28 Assistant administrative   | 64 310                             | 65 596         | 66 908         | 196 814          |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 29 Outils ICT, développement et maintenance du site Internet            | 6 500                              | 6 500          | 6 500          | 19 500           |  |               |               |               |  |               |               |               |
| 30 Analyse des rapports nationaux                                       |                                    |                |                |                  |  |               | 50 000        | 50 000        |  |               |               |               |
| 31 Activités de communication et de sensibilisation                     |                                    |                |                |                  | 5 800  |               |               | 5 800         | 10 000                                       | 10 000        | 10 000        | 30 000        |

|  | Scénario 1                         |                  |                  |                  | Scénario 2                                   |               |                |                | Scénario 3                                   |               |               |                |
|--|------------------------------------|------------------|------------------|------------------|--|---------------|----------------|----------------|--|---------------|---------------|----------------|
|  | Scénario de croissance réelle zéro |                  |                  |                  | Croissance de 3% - Activités supplémentaires |               |                |                | Croissance de 5% - Activités supplémentaires |               |               |                |
|  | 2015                               | 2016             | 2017             | Total            | 2015   | 2016          | 2017           | Total          | 2015   | 2016          | 2017          | Total          |
| <b>Renforcement des capacités</b>                              | <b>243 788</b>                     | <b>248 533</b>   | <b>253 374</b>   | <b>745 695</b>   | <b>5 800</b>                                 | <b>29 784</b> | <b>80 380</b>  | <b>115 964</b> | <b>10 000</b>                                | <b>10 000</b> | <b>10 000</b> | <b>30 000</b>  |
| 32 Chef, Renforcement des capacités                            | 143 264                            | 146 129          | 149 051          | 438 444          |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 33 Secrétaire, 50%   | 32 155                             | 32 798           | 33 454           | 98 407           |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 34 Activités de renforcement des capacités                     |                                    |                  |                  |                  | 5 000  | 5 000         | 5 000          | 15 000         | 5 800  | 5 800         | 5 800         | 17 400         |
|  | <b>175 419</b>                     | <b>178 927</b>   | <b>182 505</b>   | <b>536 851</b>   | <b>5 000</b>                                 | <b>5 000</b>  | <b>5 000</b>   | <b>15 000</b>  | <b>5 800</b>                                 | <b>5 800</b>  | <b>5 800</b>  | <b>17 400</b>  |
| <b>Administration des organes directeurs</b>                   |                                    |                  |                  |                  |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 35 Services contractuels (traduction, interprétation, etc.)    |                                    |                  | 289 710          | 289 710          |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 36 Déplacement du personnel de la CMS à la COP-12              |                                    |                  | 53 061           | 53 061           |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 37 Réunions du Comité permanent (délégués etc.)                | 21 649                             | 22 082           |                  | 43 731           |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 38 Conseil scientifique (délégués, processus IGO, etc.)        | 50 408                             | 50 408           |                  | 100 815          |  |               |                |                |  |               |               |                |
|  | <b>72 057</b>                      | <b>72 490</b>    | <b>342 771</b>   | <b>487 317</b>   |  |               |                |                |  |               |               |                |
| <b>Coûts d'exploitation</b>                                    |                                    |                  |                  |                  |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 39 Services contractuels (traduction etc.)                     | 74 285                             | 74 285           | 92 326           | 240 896          |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 40 Déplacements du Secrétariat                                 | 66 326                             | 66 326           | 63 723           | 196 375          |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 41 Développement du personnel (formation, retraites etc.)      | 15 400                             | 10 000           | 10 000           | 35 400           |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 42 Matériel de bureau  | 5 731                              | 5 846            | 5 962            | 17 539           |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 43 Matériel durable  | 10 613                             | 10 825           | 11 041           | 32 479           |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 44 Services de technologie informatique                        | 74 285                             | 75 771           | 77 286           | 227 342          |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 45 Services bureautiques (location d'imprimantes, accueil,...) | 10 613                             | 10 825           | 11 041           | 32 479           |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 46 Production de matériel d'information et de documents        | 13 266                             | 13 266           | 13 266           | 39 798           |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 47 Services de communication et courrier                       | 17 935                             | 17 935           | 17 983           | 53 853           |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 48 Divers  | 3 290                              | 3 356            | 3 423            | 10 069           |  |               |                |                |  |               |               |                |
| 49 Accueil   | 531                                | 531              | 531              | 1 593            |  |               |                |                |  |               |               |                |
|  | <b>292 275</b>                     | <b>288 966</b>   | <b>306 582</b>   | <b>887 823</b>   |  |               |                |                |  |               |               |                |
| <b>Sous-Total</b>  | <b>2 160 191</b>                   | <b>2 192 290</b> | <b>2 515 563</b> | <b>6 868 043</b> | <b>55 800</b>                                | <b>49 784</b> | <b>100 380</b> | <b>205 964</b> | <b>45 800</b>                                | <b>45 800</b> | <b>45 800</b> | <b>137 400</b> |
| <b>Coûts d'appui au programme</b>                              | <b>280 825</b>                     | <b>284 998</b>   | <b>327 024</b>   | <b>892 847</b>   | <b>7 332</b>                                 | <b>7 408</b>  | <b>12 036</b>  | <b>26 776</b>  | <b>5 954</b>                                 | <b>5 954</b>  | <b>5 954</b>  | <b>17 862</b>  |
| <b>Total</b>   | <b>2 441 016</b>                   | <b>2 477 288</b> | <b>2 842 587</b> | <b>7 760 890</b> | <b>63 132</b>                                | <b>57 192</b> | <b>112 416</b> | <b>232 740</b> | <b>51 754</b>                                | <b>51 754</b> | <b>51 754</b> | <b>155 262</b> |
| <b>Coût total du scénario</b>                                  | <b>7 760 890</b>                   |                  |                  |                  | <b>7 993 630</b>                             |               |                |                | <b>8 148 892</b>                             |               |               |                |

<sup>1</sup> Coût du poste partagé avec le Secrétariat de l'ASCOBANS

<sup>2</sup> Coût du poste partagé avec le Secrétariat de l'IOSEA

<sup>3</sup> Fonctions remplies par le Secrétaire exécutif adjoint

<sup>4</sup> Poste approuvé pour un financement par des contributions volontaires, dans l'Annexe II à la Résolution 10.1

**Annexe II**  
**Proposed Contributions Required to Fund the 2015 – 2017 Budget (all figures in Euros)**

| Party / Economic Integration Area | UN Scale | Adjusted Scale | Scenario 1 |         |         |         | Scenario 2 |         |         |         | Scenario 3 |         |         |         |
|-----------------------------------|----------|----------------|------------|---------|---------|---------|------------|---------|---------|---------|------------|---------|---------|---------|
|                                   |          |                | 2015       | 2016    | 2017    | Total   | 2015       | 2016    | 2017    | Total   | 2015       | 2016    | 2017    | Total   |
| Albania                           | 0.010    | 0.0219         | 535        | 543     | 623     | 1 701   | 548        | 555     | 647     | 1 750   | 560        | 566     | 658     | 1 784   |
| Algeria                           | 0.137    | 0.2997         | 7 316      | 7 424   | 8 519   | 23 259  | 7 505      | 7 596   | 8 856   | 23 957  | 7 660      | 7 751   | 9 011   | 24 422  |
| Angola                            | 0.010    | 0.0219         | 535        | 543     | 623     | 1 701   | 548        | 555     | 647     | 1 750   | 560        | 566     | 658     | 1 784   |
| Antigua and Barbuda               | 0.002    | 0.0044         | 107        | 109     | 125     | 341     | 110        | 112     | 130     | 352     | 112        | 114     | 132     | 358     |
| Argentina                         | 0.432    | 0.9451         | 23 070     | 23 413  | 26 865  | 73 348  | 23 667     | 23 953  | 27 927  | 75 547  | 24 156     | 24 442  | 28 417  | 77 015  |
| Armenia                           | 0.007    | 0.0153         | 373        | 379     | 435     | 1 187   | 383        | 388     | 452     | 1 223   | 391        | 396     | 460     | 1 247   |
| Australia                         | 2.074    | 4.5373         | 110 755    | 112 401 | 128 975 | 352 131 | 113 620    | 114 996 | 134 076 | 362 692 | 115 968    | 117 344 | 136 425 | 369 737 |
| Austria                           | 0.798    | 1.7458         | 42 615     | 43 248  | 49 625  | 135 488 | 43 717     | 44 246  | 51 588  | 139 551 | 44 621     | 45 150  | 52 492  | 142 263 |
| Bangladesh                        | 0.010    | 0.0219         | 535        | 543     | 623     | 1 701   | 548        | 555     | 647     | 1 750   | 560        | 566     | 658     | 1 784   |
| Belarus                           | 0.056    | 0.1225         | 2 990      | 3 035   | 3 482   | 9 507   | 3 068      | 3 105   | 3 620   | 9 793   | 3 131      | 3 168   | 3 683   | 9 982   |
| Belgium                           | 0.998    | 2.1833         | 53 294     | 54 086  | 62 061  | 169 441 | 54 673     | 55 335  | 64 516  | 174 524 | 55 802     | 56 465  | 65 646  | 177 913 |
| Benin                             | 0.003    | 0.0066         | 161        | 163     | 188     | 512     | 165        | 167     | 195     | 527     | 169        | 171     | 198     | 538     |
| Bolivia                           | 0.009    | 0.0197         | 481        | 488     | 560     | 1 529   | 493        | 499     | 582     | 1 574   | 504        | 509     | 592     | 1 605   |
| Bulgaria                          | 0.047    | 0.1028         | 2 509      | 2 547   | 2 922   | 7 978   | 2 574      | 2 605   | 3 038   | 8 217   | 2 627      | 2 659   | 3 091   | 8 377   |
| Burkina Faso                      | 0.003    | 0.0066         | 161        | 163     | 188     | 512     | 165        | 167     | 195     | 527     | 169        | 171     | 198     | 538     |
| Burundi                           | 0.001    | 0.0022         | 54         | 54      | 63      | 171     | 55         | 56      | 65      | 176     | 56         | 57      | 66      | 179     |
| Cabo Verde                        | 0.001    | 0.0022         | 54         | 54      | 63      | 171     | 55         | 56      | 65      | 176     | 56         | 57      | 66      | 179     |
| Cameroon                          | 0.012    | 0.0263         | 642        | 652     | 748     | 2 042   | 659        | 667     | 777     | 2 103   | 672        | 680     | 791     | 2 143   |
| Chad                              | 0.002    | 0.0044         | 107        | 109     | 125     | 341     | 110        | 112     | 130     | 352     | 112        | 114     | 132     | 358     |
| Chile                             | 0.334    | 0.7307         | 17 836     | 18 101  | 20 770  | 56 707  | 18 298     | 18 519  | 21 592  | 58 409  | 18 676     | 18 897  | 21 970  | 59 543  |
| Congo, Republic of                | 0.005    | 0.0109         | 266        | 270     | 310     | 846     | 273        | 276     | 322     | 871     | 279        | 282     | 328     | 889     |
| Cook Islands                      |          | 0.0022         | 54         | 54      | 63      | 171     | 55         | 56      | 65      | 176     | 56         | 57      | 66      | 179     |
| Costa Rica                        | 0.038    | 0.0831         | 2 028      | 2 059   | 2 362   | 6 449   | 2 081      | 2 106   | 2 456   | 6 643   | 2 124      | 2 149   | 2 499   | 6 772   |
| Côte d'Ivoire                     | 0.011    | 0.0241         | 588        | 597     | 685     | 1 870   | 603        | 611     | 712     | 1 926   | 616        | 623     | 725     | 1 964   |
| Croatia                           | 0.126    | 0.2757         | 6 730      | 6 830   | 7 837   | 21 397  | 6 904      | 6 987   | 8 147   | 22 038  | 7 047      | 7 130   | 8 290   | 22 467  |
| Cuba                              | 0.069    | 0.1510         | 3 686      | 3 741   | 4 292   | 11 719  | 3 781      | 3 827   | 4 462   | 12 070  | 3 859      | 3 905   | 4 540   | 12 304  |
| Cyprus                            | 0.047    | 0.1028         | 2 509      | 2 547   | 2 922   | 7 978   | 2 574      | 2 605   | 3 038   | 8 217   | 2 627      | 2 659   | 3 091   | 8 377   |
| Czech Republic                    | 0.386    | 0.8445         | 20 614     | 20 920  | 24 005  | 65 539  | 21 147     | 21 403  | 24 955  | 67 505  | 21 584     | 21 841  | 25 392  | 68 817  |
| Democratic Republic of the Congo  | 0.003    | 0.0066         | 161        | 163     | 188     | 512     | 165        | 167     | 195     | 527     | 169        | 171     | 198     | 538     |
| Denmark                           | 0.675    | 1.4767         | 36 046     | 36 582  | 41 976  | 114 604 | 36 979     | 37 426  | 43 636  | 118 041 | 37 743     | 38 190  | 44 401  | 120 334 |
| Djibouti                          | 0.001    | 0.0022         | 54         | 54      | 63      | 171     | 55         | 56      | 65      | 176     | 56         | 57      | 66      | 179     |
| Ecuador                           | 0.044    | 0.0963         | 2 351      | 2 386   | 2 737   | 7 474   | 2 411      | 2 441   | 2 846   | 7 698   | 2 461      | 2 491   | 2 895   | 7 847   |
| Egypt                             | 0.134    | 0.2932         | 7 157      | 7 263   | 8 334   | 22 754  | 7 342      | 7 431   | 8 664   | 23 437  | 7 494      | 7 583   | 8 816   | 23 893  |
| Equatorial Guinea                 | 0.010    | 0.0219         | 535        | 543     | 623     | 1 701   | 548        | 555     | 647     | 1 750   | 560        | 566     | 658     | 1 784   |
| Eritrea                           | 0.001    | 0.0022         | 54         | 54      | 63      | 171     | 55         | 56      | 65      | 176     | 56         | 57      | 66      | 179     |
| Estonia                           | 0.040    | 0.0875         | 2 136      | 2 168   | 2 487   | 6 791   | 2 191      | 2 218   | 2 586   | 6 995   | 2 236      | 2 263   | 2 631   | 7 130   |
| Ethiopia                          | 0.010    | 0.0219         | 535        | 543     | 623     | 1 701   | 548        | 555     | 647     | 1 750   | 560        | 566     | 658     | 1 784   |
| European Union                    |          | 2.5000         | 61 025     | 61 932  | 71 064  | 194 021 | 62 603     | 63 361  | 73 874  | 199 838 | 63 897     | 64 655  | 75 168  | 203 720 |
| Fiji                              | 0.003    | 0.0066         | 161        | 163     | 188     | 512     | 165        | 167     | 195     | 527     | 169        | 171     | 198     | 538     |
| Finland                           | 0.519    | 1.1354         | 27 715     | 28 127  | 32 274  | 88 116  | 28 432     | 28 776  | 33 551  | 90 759  | 29 019     | 29 364  | 34 139  | 92 522  |
| France                            | 5.593    | 12.2359        | 298 677    | 303 115 | 347 811 | 949 603 | 306 404    | 310 113 | 361 568 | 978 085 | 312 735    | 316 445 | 367 901 | 997 081 |
| Gabon                             | 0.020    | 0.0438         | 1 069      | 1 085   | 1 245   | 3 399   | 1 097      | 1 110   | 1 294   | 3 501   | 1 119      | 1 133   | 1 317   | 3 569   |

| Party / Economic Integration Area | UN Scale | Adjusted Scale | Scenario 1 |         |         |           | Scenario 2 |         |         |           | Scenario 3 |         |         |           |
|-----------------------------------|----------|----------------|------------|---------|---------|-----------|------------|---------|---------|-----------|------------|---------|---------|-----------|
|                                   |          |                | 2015       | 2016    | 2017    | Total     | 2015       | 2016    | 2017    | Total     | 2015       | 2016    | 2017    | Total     |
| Gambia                            | 0.001    | 0.0022         | 54         | 54      | 63      | 171       | 55         | 56      | 65      | 176       | 56         | 57      | 66      | 179       |
| Georgia                           | 0.007    | 0.0153         | 373        | 379     | 435     | 1 187     | 383        | 388     | 452     | 1 223     | 391        | 396     | 460     | 1 247     |
| Germany                           | 7.141    | 15.6225        | 381 344    | 387 010 | 444 077 | 1 212 431 | 391 209    | 395 945 | 461 641 | 1 248 795 | 399 292    | 404 030 | 469 728 | 1 273 050 |
| Ghana                             | 0.014    | 0.0306         | 747        | 758     | 870     | 2 375     | 766        | 776     | 904     | 2 446     | 782        | 791     | 920     | 2 493     |
| Greece                            | 0.638    | 1.3958         | 34 071     | 34 578  | 39 676  | 108 325   | 34 953     | 35 376  | 41 246  | 111 575   | 35 675     | 36 098  | 41 968  | 113 741   |
| Guinea                            | 0.001    | 0.0022         | 54         | 54      | 63      | 171       | 55         | 56      | 65      | 176       | 56         | 57      | 66      | 179       |
| Guinea-Bissau                     | 0.001    | 0.0022         | 54         | 54      | 63      | 171       | 55         | 56      | 65      | 176       | 56         | 57      | 66      | 179       |
| Honduras                          | 0.008    | 0.0175         | 427        | 434     | 497     | 1 358     | 438        | 444     | 517     | 1 399     | 447        | 453     | 526     | 1 426     |
| Hungary                           | 0.266    | 0.5819         | 14 204     | 14 415  | 16 541  | 45 160    | 14 572     | 14 748  | 17 195  | 46 515    | 14 873     | 15 049  | 17 496  | 47 418    |
| India                             | 0.666    | 1.4570         | 35 565     | 36 094  | 41 416  | 113 075   | 36 485     | 36 927  | 43 054  | 116 466   | 37 239     | 37 681  | 43 808  | 118 728   |
| Ireland                           | 0.418    | 0.9145         | 22 323     | 22 655  | 25 995  | 70 973    | 22 900     | 23 178  | 27 023  | 73 101    | 23 374     | 23 651  | 27 497  | 74 522    |
| Islamic Republic of Iran          | 0.356    | 0.7788         | 19 010     | 19 293  | 22 138  | 60 441    | 19 502     | 19 738  | 23 013  | 62 253    | 19 905     | 20 141  | 23 416  | 63 462    |
| Israel                            | 0.396    | 0.8663         | 21 146     | 21 461  | 24 625  | 67 232    | 21 693     | 21 956  | 25 599  | 69 248    | 22 142     | 22 404  | 26 047  | 70 593    |
| Italy                             | 4.448    | 9.7310         | 237 533    | 241 063 | 276 608 | 755 204   | 243 677    | 246 627 | 287 549 | 777 853   | 248 712    | 251 664 | 292 586 | 792 962   |
| Jordan                            | 0.022    | 0.0481         | 1 174      | 1 192   | 1 367   | 3 733     | 1 204      | 1 219   | 1 421   | 3 844     | 1 229      | 1 244   | 1 446   | 3 919     |
| Kazakhstan                        | 0.121    | 0.2647         | 6 461      | 6 557   | 7 524   | 20 542    | 6 628      | 6 709   | 7 822   | 21 159    | 6 765      | 6 846   | 7 959   | 21 570    |
| Kenya                             | 0.013    | 0.0284         | 693        | 704     | 807     | 2 204     | 711        | 720     | 839     | 2 270     | 726        | 734     | 854     | 2 314     |
| Kyrgyzstan                        | 0.002    | 0.0044         | 107        | 109     | 125     | 341       | 110        | 112     | 130     | 352       | 112        | 114     | 132     | 358       |
| Latvia                            | 0.047    | 0.1028         | 2 509      | 2 547   | 2 922   | 7 978     | 2 574      | 2 605   | 3 038   | 8 217     | 2 627      | 2 659   | 3 091   | 8 377     |
| Liberia                           | 0.001    | 0.0022         | 54         | 54      | 63      | 171       | 55         | 56      | 65      | 176       | 56         | 57      | 66      | 179       |
| Libya                             | 0.142    | 0.3107         | 7 584      | 7 697   | 8 832   | 24 113    | 7 780      | 7 875   | 9 181   | 24 836    | 7 941      | 8 035   | 9 342   | 25 318    |
| Liechtenstein                     | 0.009    | 0.0197         | 481        | 488     | 560     | 1 529     | 493        | 499     | 582     | 1 574     | 504        | 509     | 592     | 1 605     |
| Lithuania                         | 0.073    | 0.1597         | 3 898      | 3 956   | 4 540   | 12 394    | 3 999      | 4 048   | 4 719   | 12 766    | 4 082      | 4 130   | 4 802   | 13 014    |
| Luxembourg                        | 0.081    | 0.1772         | 4 325      | 4 390   | 5 037   | 13 752    | 4 437      | 4 491   | 5 236   | 14 164    | 4 529      | 4 583   | 5 328   | 14 440    |
| Madagascar                        | 0.003    | 0.0066         | 161        | 163     | 188     | 512       | 165        | 167     | 195     | 527       | 169        | 171     | 198     | 538       |
| Mali                              | 0.004    | 0.0088         | 215        | 218     | 250     | 683       | 220        | 223     | 260     | 703       | 225        | 228     | 265     | 718       |
| Malta                             | 0.016    | 0.0350         | 854        | 867     | 995     | 2 716     | 876        | 887     | 1 034   | 2 797     | 895        | 905     | 1 052   | 2 852     |
| Mauritania                        | 0.002    | 0.0044         | 107        | 109     | 125     | 341       | 110        | 112     | 130     | 352       | 112        | 114     | 132     | 358       |
| Mauritius                         | 0.013    | 0.0284         | 693        | 704     | 807     | 2 204     | 711        | 720     | 839     | 2 270     | 726        | 734     | 854     | 2 314     |
| Monaco                            | 0.012    | 0.0263         | 642        | 652     | 748     | 2 042     | 659        | 667     | 777     | 2 103     | 672        | 680     | 791     | 2 143     |
| Mongolia                          | 0.003    | 0.0066         | 161        | 163     | 188     | 512       | 165        | 167     | 195     | 527       | 169        | 171     | 198     | 538       |
| Montenegro                        | 0.005    | 0.0109         | 266        | 270     | 310     | 846       | 273        | 276     | 322     | 871       | 279        | 282     | 328     | 889       |
| Morocco                           | 0.062    | 0.1356         | 3 310      | 3 359   | 3 854   | 10 523    | 3 396      | 3 437   | 4 007   | 10 840    | 3 466      | 3 507   | 4 077   | 11 050    |
| Mozambique                        | 0.003    | 0.0066         | 161        | 163     | 188     | 512       | 165        | 167     | 195     | 527       | 169        | 171     | 198     | 538       |
| Netherlands                       | 1.654    | 3.6185         | 88 327     | 89 640  | 102 858 | 280 825   | 90 612     | 91 709  | 106 926 | 289 247   | 92 484     | 93 582  | 108 799 | 294 865   |
| New Zealand                       | 0.253    | 0.5535         | 13 511     | 13 712  | 15 734  | 42 957    | 13 860     | 14 028  | 16 356  | 44 244    | 14 147     | 14 315  | 16 642  | 45 104    |
| Niger                             | 0.002    | 0.0044         | 107        | 109     | 125     | 341       | 110        | 112     | 130     | 352       | 112        | 114     | 132     | 358       |
| Nigeria                           | 0.090    | 0.1969         | 4 806      | 4 878   | 5 597   | 15 281    | 4 931      | 4 990   | 5 818   | 15 739    | 5 033      | 5 092   | 5 920   | 16 045    |
| Norway                            | 0.851    | 1.8617         | 45 444     | 46 119  | 52 920  | 144 483   | 46 619     | 47 184  | 55 013  | 148 816   | 47 583     | 48 147  | 55 976  | 151 706   |
| Pakistan                          | 0.085    | 0.1860         | 4 540      | 4 608   | 5 287   | 14 435    | 4 658      | 4 714   | 5 496   | 14 868    | 4 754      | 4 810   | 5 593   | 15 157    |
| Palau                             | 0.001    | 0.0022         | 54         | 54      | 63      | 171       | 55         | 56      | 65      | 176       | 56         | 57      | 66      | 179       |
| Panama                            | 0.026    | 0.0569         | 1 389      | 1 410   | 1 617   | 4 416     | 1 425      | 1 442   | 1 681   | 4 548     | 1 454      | 1 472   | 1 711   | 4 637     |
| Paraguay                          | 0.010    | 0.0219         | 535        | 543     | 623     | 1 701     | 548        | 555     | 647     | 1 750     | 560        | 566     | 658     | 1 784     |
| Peru                              | 0.117    | 0.2560         | 6 249      | 6 342   | 7 277   | 19 868    | 6 411      | 6 488   | 7 565   | 20 464    | 6 543      | 6 621   | 7 697   | 20 861    |
| Philippines                       | 0.154    | 0.3369         | 8 224      | 8 346   | 9 577   | 26 147    | 8 436      | 8 539   | 9 955   | 26 930    | 8 611      | 8 713   | 10 130  | 27 454    |
| Poland                            | 0.921    | 2.0149         | 49 184     | 49 914  | 57 275  | 156 373   | 50 456     | 51 067  | 59 540  | 161 063   | 51 498     | 52 109  | 60 583  | 164 190   |
| Portugal                          | 0.474    | 1.0370         | 25 313     | 25 689  | 29 477  | 80 479    | 25 968     | 26 282  | 30 643  | 82 893    | 26 504     | 26 819  | 31 180  | 84 503    |

| Party / Economic Integration Area | UN Scale | Adjusted Scale | Scenario 1 |           |           |           | Scenario 2 |           |           |           | Scenario 3 |           |           |           |
|-----------------------------------|----------|----------------|------------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|
|                                   |          |                | 2015       | 2016      | 2017      | Total     | 2015       | 2016      | 2017      | Total     | 2015       | 2016      | 2017      | Total     |
| Republic of Moldova               | 0.003    | 0.0066         | 161        | 163       | 188       | 512       | 165        | 167       | 195       | 527       | 169        | 171       | 198       | 538       |
| Romania                           | 0.226    | 0.4944         | 12 068     | 12 248    | 14 054    | 38 370    | 12 380     | 12 530    | 14 609    | 39 519    | 12 636     | 12 786    | 14 865    | 40 287    |
| Rwanda                            | 0.002    | 0.0044         | 107        | 109       | 125       | 341       | 110        | 112       | 130       | 352       | 112        | 114       | 132       | 358       |
| Samoa                             | 0.001    | 0.0022         | 54         | 54        | 63        | 171       | 55         | 56        | 65        | 176       | 56         | 57        | 66        | 179       |
| Sao Tome and Principe             | 0.001    | 0.0022         | 54         | 54        | 63        | 171       | 55         | 56        | 65        | 176       | 56         | 57        | 66        | 179       |
| Saudi Arabia                      | 0.864    | 1.8902         | 46 140     | 46 825    | 53 730    | 146 695   | 47 333     | 47 906    | 55 855    | 151 094   | 48 311     | 48 884    | 56 833    | 154 028   |
| Senegal                           | 0.006    | 0.0131         | 320        | 325       | 372       | 1 017     | 328        | 332       | 387       | 1 047     | 335        | 339       | 394       | 1 068     |
| Serbia                            | 0.040    | 0.0875         | 2 136      | 2 168     | 2 487     | 6 791     | 2 191      | 2 218     | 2 586     | 6 995     | 2 236      | 2 263     | 2 631     | 7 130     |
| Seychelles                        | 0.001    | 0.0022         | 54         | 54        | 63        | 171       | 55         | 56        | 65        | 176       | 56         | 57        | 66        | 179       |
| Slovakia                          | 0.171    | 0.3741         | 9 132      | 9 267     | 10 634    | 29 033    | 9 368      | 9 481     | 11 055    | 29 904    | 9 562      | 9 675     | 11 248    | 30 485    |
| Slovenia                          | 0.100    | 0.2188         | 5 341      | 5 420     | 6 219     | 16 980    | 5 479      | 5 545     | 6 465     | 17 489    | 5 592      | 5 659     | 6 579     | 17 830    |
| Somalia                           | 0.001    | 0.0022         | 54         | 54        | 63        | 171       | 55         | 56        | 65        | 176       | 56         | 57        | 66        | 179       |
| South Africa                      | 0.372    | 0.8138         | 19 865     | 20 160    | 23 133    | 63 158    | 20 379     | 20 625    | 24 048    | 65 052    | 20 800     | 21 047    | 24 469    | 66 316    |
| Spain                             | 2.973    | 6.5041         | 158 764    | 161 124   | 184 882   | 504 770   | 162 872    | 164 843   | 192 195   | 519 910   | 166 237    | 168 209   | 195 561   | 530 007   |
| Sri Lanka                         | 0.025    | 0.0547         | 1 335      | 1 355     | 1 555     | 4 245     | 1 370      | 1 386     | 1 616     | 4 372     | 1 398      | 1 415     | 1 645     | 4 458     |
| Swaziland                         | 0.003    | 0.0066         | 161        | 163       | 188       | 512       | 165        | 167       | 195       | 527       | 169        | 171       | 198       | 538       |
| Sweden                            | 0.960    | 2.1002         | 51 266     | 52 027    | 59 699    | 162 992   | 52 592     | 53 229    | 62 060    | 167 881   | 53 679     | 54 315    | 63 148    | 171 142   |
| Switzerland                       | 1.047    | 2.2905         | 55 911     | 56 742    | 65 109    | 177 762   | 57 357     | 58 052    | 67 684    | 183 093   | 58 542     | 59 237    | 68 869    | 186 648   |
| Syrian Arab Republic              | 0.036    | 0.0788         | 1 924      | 1 952     | 2 240     | 6 116     | 1 973      | 1 997     | 2 329     | 6 299     | 2 014      | 2 038     | 2 369     | 6 421     |
| Tajikistan                        | 0.003    | 0.0066         | 161        | 163       | 188       | 512       | 165        | 167       | 195       | 527       | 169        | 171       | 198       | 538       |
| The FYR of Macedonia              | 0.008    | 0.0175         | 427        | 434       | 497       | 1 358     | 438        | 444       | 517       | 1 399     | 447        | 453       | 526       | 1 426     |
| Togo                              | 0.001    | 0.0022         | 54         | 54        | 63        | 171       | 55         | 56        | 65        | 176       | 56         | 57        | 66        | 179       |
| Tunisia                           | 0.036    | 0.0788         | 1 924      | 1 952     | 2 240     | 6 116     | 1 973      | 1 997     | 2 329     | 6 299     | 2 014      | 2 038     | 2 369     | 6 421     |
| Uganda                            | 0.006    | 0.0131         | 320        | 325       | 372       | 1 017     | 328        | 332       | 387       | 1 047     | 335        | 339       | 394       | 1 068     |
| Ukraine                           | 0.099    | 0.2166         | 5 287      | 5 366     | 6 157     | 16 810    | 5 424      | 5 490     | 6 400     | 17 314    | 5 536      | 5 602     | 6 513     | 17 651    |
| United Kingdom                    | 5.179    | 11.3302        | 276 569    | 280 679   | 322 066   | 879 314   | 283 724    | 287 158   | 334 805   | 905 687   | 289 586    | 293 022   | 340 669   | 923 277   |
| United Republic of Tanzania       | 0.009    | 0.0197         | 481        | 488       | 560       | 1 529     | 493        | 499       | 582       | 1 574     | 504        | 509       | 592       | 1 605     |
| Uruguay                           | 0.052    | 0.1138         | 2 778      | 2 819     | 3 235     | 8 832     | 2 850      | 2 884     | 3 363     | 9 097     | 2 909      | 2 943     | 3 422     | 9 274     |
| Uzbekistan                        | 0.015    | 0.0328         | 801        | 813       | 932       | 2 546     | 821        | 831       | 969       | 2 621     | 838        | 848       | 986       | 2 672     |
| Yemen                             | 0.010    | 0.0219         | 535        | 543       | 623       | 1 701     | 548        | 555       | 647       | 1 750     | 560        | 566       | 658       | 1 784     |
| Zimbabwe                          | 0.002    | 0.0044         | 107        | 109       | 125       | 341       | 110        | 112       | 130       | 352       | 112        | 114       | 132       | 358       |
|                                   | 44.566   | 100.0010       | 2 441 016  | 2 477 288 | 2 842 587 | 7 760 891 | 2 504 148  | 2 534 480 | 2 955 003 | 7 993 631 | 2 555 902  | 2 586 234 | 3 006 757 | 8 148 893 |

## Annexe III

### PROJET DE RÉSOLUTION

#### SUR LES QUESTIONS FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES

*Rappelant* le paragraphe 4 de l'Article VII de la Convention, qui dispose que :

« La Conférence des Parties établit le règlement financier de la présente Convention, et le soumet à un examen régulier. La Conférence des Parties, à chacune de ses sessions ordinaires, adopte le budget pour l'exercice suivant. Chacune des Parties contribue à ce budget selon un barème qui sera convenu par la Conférence »;

*Notant avec satisfaction* l'appui financier et d'autres formes d'appui fournis par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et remerciant en particulier le gouvernement hôte (Allemagne) et d'autres bailleurs de fonds pour leurs contributions supplémentaires substantielles à l'appui de la mise en œuvre de la Convention, ainsi que d'autres formes d'appui fournis aux organes de la Convention durant le précédent exercice triennal;

*Sachant* qu'il est important que toutes les Parties soient en mesure de contribuer à la mise en œuvre de la Convention et des activités connexes;

*Prenant note* du nombre croissant de Parties, d'autres pays, ainsi que d'organisations qui participent comme observateurs aux réunions de la Conférence des Parties, et des dépenses supplémentaires qui en résultent pour les Parties;

#### *La Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Confirme* que toutes les Parties devraient contribuer au budget adopté à l'échelle convenue par la Conférence des Parties, conformément au paragraphe 4 de l'article VII de la Convention;
2. *Adopte* le budget pour la période allant de 2015 à 2017, figurant dans l'Annexe III (A) à la présente résolution;
3. *Adopte* l'échelle des contributions des Parties à la Convention, basée sur l'échelle de contribution des Nations Unies, telle qu'énumérée dans l'Annexe III (B) à la présente résolution et *décide* d'appliquer cette échelle de façon proportionnelle aux nouvelles Parties;
4. *Demande* au Secrétariat d'affecter les contributions des Parties qui adhèrent à la Convention après l'adoption de la présente résolution au financement des activités approuvées non couvertes par le budget principal;
5. *Prie* les Parties, tout particulièrement celles qui doivent payer un faible montant de contributions, d'envisager de payer en un seul versement leurs contributions pour la période triennale;

6. *Prie instamment* toutes les Parties de s'acquitter de leurs contributions dès que possible, de préférence avant la fin du mois de mars de l'année à laquelle elles se rapportent et, si les Parties le souhaitent, d'informer le Secrétariat si elles préfèrent recevoir une seule facture couvrant tout la période triennale;
7. *Constate* avec préoccupation qu'un certain nombre de Parties n'ont pas versé leurs contributions au budget principal pour l'année 2014 et les précédentes années, dues le 1<sup>er</sup> mars de chaque année, ayant un impact défavorable sur la mise en œuvre de la Convention;
8. *Prie instamment* les Parties ayant des arriérés de coopérer avec le Secrétariat pour organiser le paiement de leurs contributions non réglées sans délai;
9. *Décide* d'établir le seuil d'éligibilité pour financer la participation des délégués aux réunions de la Convention à 0,2% sur le barème des quotes-parts des Nations Unies et, en règle générale également, d'exclure d'une telle éligibilité les pays de l'Union Européenne, les pays européens qui ont une forte économie et/ou les pays qui ont des retards de paiement depuis plus trois ans;
10. *Décide* que les représentants des pays dont les arriérés de paiement sont de trois ans ou plus ne devraient pas exercer de fonction au sein des organes de la Convention et devraient se voir refuser le droit de vote; et *prie* le Secrétaire exécutif d'étudier avec ces Parties des approches innovantes pour identifier des financements possibles, afin de régler leurs arriérés avant la prochaine réunion;
11. *Décide* que les résolutions adoptées par la Conférence des Parties mettant en place, entre autres, des organes, des mécanismes ou des activités qui ont des répercussions financières non prévues à l'Annexe I, sont tributaires des fonds disponibles provenant de contributions volontaires;
12. *Encourage* toutes les Parties à verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale, pour appuyer les demandes faites par les pays en développement de participer à la Convention et de contribuer à sa mise en œuvre pendant tout la période triennale;
13. *Prie* le Secrétaire exécutif de transmettre aux Parties une liste détaillée des principales activités et projets en cours qui ne sont pas couverts par le budget principal, pour aider les Parties à identifier ceux qu'ils ont l'intention de financer;
14. *Encourage* les États qui ne sont pas Parties à la Convention, ainsi que les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non-gouvernementales et d'autres entités, à envisager de verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale, ou pour des activités spécifiques;
15. *Décide* que le Secrétaire exécutif est habilité à prendre des décisions personnelles, selon que de besoin, pour mettre en œuvre les priorités établies par les Parties, conformément au programme de travail, dans la mesure où ces décisions restent dans les limites du budget général;
16. *Encourage* le Secrétaire exécutif, conformément aux règles des Nations Unies, à utiliser les opportunités offertes par les postes vacants pour renforcer les capacités du Secrétariat, dans les limites du budget assigné, y compris en effectuant des changements



structurels;

17. *Approuve* la création de :

- a) Un poste P-2 à mi-temps (50%) d'Administrateur associé de programme, pour l'Initiative sur les mammifères d'Asie centrale (CAMI);
- b) Un poste P-2 à plein temps d'Administrateur associé chargé de l'information;
- c) Un poste P-3 à mi-temps (25%) d'Administrateur chargé de la gestion de l'information, de la communication et de la sensibilisation.

18. *Prie* le Directeur exécutif du PNUE d'aider le Secrétariat à entreprendre une évaluation du classement des postes du Secrétariat, compte tenu des résultats du Groupe de travail sur la Structure future de la CMS, pour que les Parties puissent prendre des décisions sur le classement des postes à la COP12;

19. *Invite* les Parties à examiner la possibilité de financer des Jeunes experts associés (JEA) et/ou de fournir gratuitement du personnel ou des experts techniques au Secrétariat, afin d'accroître ses capacités techniques;

20. *Demande* au Sous-Comité des finances et du budget du Comité permanent :

- i) De se réunir un jour avant le début de chaque réunion ordinaire du Comité permanent et de mener leurs travaux intersessions par des moyens électroniques ou d'autres moyens;
- ii) De travailler avec le Secrétariat pour préparer tous les documents financiers et budgétaires soumis à l'examen du Comité permanent;
- iii) De fonctionner dans le cadre du mandat énoncé dans l'Annexe III (C) à la présente résolution;

21. *Confirme* que le Secrétariat de la CMS continuera de fournir des services de secrétariat à l'ASCOBANS et à l'Accords sur les gorilles pendant le prochain exercice triennal;

22. *Demande* au Directeur exécutif du PNUE de continuer à intégrer différents aspects du programme de travail de la Convention dans le programme de travail du PNUE et d'envisager, selon qu'il convient, de fournir un appui financier à des activités spécifiques de la CMS dans ce contexte;

23. *Demande* au Directeur exécutif du PNUE de prolonger la durée du Fonds d'affectation spéciale de la Convention jusqu'au 31 décembre 2017;

24. *Approuve* le mandat pour l'administration du Fonds d'affectation spéciale, tel qu'énoncé dans l'Annexe III (D) à la présente résolution, pour la période allant de 2015 à 2017;

25. *Décide* que toutes les contributions au Fonds d'affectation spéciale seront réglées en Euros;

26. *Demande* au Secrétariat de surveiller attentivement les variations des taux de change et d'ajuster le niveau des dépenses, selon que de besoin; et *décide* que le Secrétariat, en dernier ressort, peut demander au Comité permanent d'effectuer un prélèvement sur le Fonds d'affectation spéciale, à titre exceptionnel;

27. *Décide également* que le fonds de roulement devrait être maintenu à un niveau constant d'au moins 15% des dépenses annuelles estimées ou de 500 000 USD, le plus élevé de ces deux montants étant retenu.

**Annexe III (A)**  
**Budget pour la période triennale 2015 – 2017**

[To be completed after the adoption of the budget]

**Annexe III (B)**  
**Contributions obligatoires pour la Convention durant la période triennale 2015 – 2017**

[To be completed after the adoption of the budget]

### **Annexe III (C)** **Termes de référence révisés pour le sous-comité des finances et du budget**

1. *Composition du Sous-Comité:*

- a) Le Sous-Comité des finances et du budget doit être composé, au sein des membres du Comité permanent, d'un pays représentatif de chaque régions de la CMS, nommé par les régions ; et
- b) Le Sous-Comité doit élire un Président parmi ses membres.

2. *Réunions et mode d'opération du Sous-Comité:*

- a) Le Sous-Comité doit se réunir en session close (c.-à-d. que seulement les membres du Sous-Comité, les observateurs provenant de Parties et le Secrétariat pourront assister) un jour avant chaque réunion du Comité Permanent ;
- b) Les membres du Sous-Comité devront communiquer par voie électronique entre les réunions du Comité Permanent. A cette fin, le Secrétariat doit établir un forum sur sa page web pour la communication parmi ses membres et pour partager les documents, qui pourrait être lu par des non-membres, qui communiqueront leurs vues à leur représentant régional du Sous-Comité.

3. *Responsabilités des membres du Sous-Comité:*

Les membres du Sous-Comité devraient recueillir et présenter les vues de leur région en accomplissant leurs tâches et doivent faire un rapport à leurs régions.

4. *Responsabilités du Sous-Comité:*

Afin de remplir le mandat de la Résolution Conf. 9.14, le Sous-Comité doit:

- a) De manière générale, considérer tous les aspects financiers et budgétaires de la Convention et développer des recommandations à faire au Comité Permanent. Le Sous-Comité devrait se concentrer sur le fait de garder la Convention fiscalement solvable tout en fournissant l'appui de service essentiel pour le fonctionnement efficace de la Convention ;
- b) Evaluer le programme de travail du Secrétariat et d'autres documents ayant des implications budgétaires relative:
  - ii) Aux devoirs et responsabilités du Secrétariat mandatés dans le texte de la Convention
  - iii) A l'assurance que les activités entreprises par le Secrétariat sous le budget approuvé soient en accord avec les Résolutions et Décisions de la Conférence des Parties ;
- c) Envisager des procédures administratives et d'autres aspects du financement et des prévisions budgétaires de la Convention, et faire des recommandations pour améliorer l'efficacité de la dépense des fonds

- d) Utilisant l'information développer à travers les processus décrits dans les paragraphes de a) à c) :
  - i) préparer en collaboration avec le Secrétariat tous les documents financiers et budgétaires pour la considération par le Comité Permanent ;
  - ii) en outre développer le format du rapport afin d'assurer que les rapports financiers soient facilement compréhensible et transparent ; et qu'ils permettent de prendre des décisions fondées étant en relation avec la performance financière de la Convention ;
  - iii) faire des recommandations aux Comité Permanent sur tous les documents financiers et budgétaires et propositions développées à travers ce processus ; et
  - iv) par ailleurs assister le Comité Permanent en fournissant une vue d'ensemble des affaires financières et budgétaires, y compris la préparation de documents pour les réunions de la Conférence des Parties ;
  
- e) Tous les six mois, le Secrétariat doit envoyer par voie électronique à tous les membres du Comité permanent un rapport qui identifie et explique toute dépense prévu qui diverge du budget approuvé de plus de 20% pour la totalité des coûts de personnel ou dans le cas d'autres coûts non liés au personnel pour chaque activité, allant de paire avec l'approche proposée pour gérer toute sur-dépense projetée.

### **Annexe III (D)**

#### **Termes de référence pour l'administration du fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage**

1. Le fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (auquel il est fait référence ici sous le nom de fonds d'affectation spéciale) devra être pérennisé sur une période de trois ans afin de soutenir financièrement les objectifs de la Convention.
2. La période financière durera trois années calendaires à partir du 1er janvier 2015, se terminera le 31 décembre 2017 et sera sujette à l'approbation du comité de gouvernance du PNUE.
3. Le fonds d'affectation spéciale continuera à être administré par le Directeur exécutif du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement).
4. L'administration du fonds d'affectation spéciale sera soumise à la régulation et aux règles financières des Nations Unies, à la réglementation du personnel des Nations Unies, ainsi qu'à d'autres politiques ou procédures administratives promulguées par le Secrétaire général des Nations-Unies.
5. Conformément aux règles des Nations Unies, le PNUE déduira des dépenses du fonds d'affectation spéciale les frais administratifs s'élevant à 13 pourcent des dépenses pesant sur ce fonds pour ce qui est des activités que ce fonds finance.
6. Les ressources financières du fonds d'affectation spéciale pour 2015-2017 proviendront :
  - (a) des contributions faites par les Parties en référence à l'Annexe II, y compris les contributions des nouvelles Parties ; et
  - (b) d'autres contributions des Parties, ainsi que des subventions des Etats qui ne sont pas des Parties à la Convention, de même qu'en provenance d'autres organisations gouvernementales, intergouvernementales et non-gouvernementales ou d'autres sources.
7. Toutes les contributions au fonds d'affectation spéciale devront être payées en euros. Concernant les contributions des Etats qui deviennent Parties après le début de la période financière, la contribution initiale (au premier jour du troisième mois après dépôt de l'instrument de ratification, son acceptation ou acquisition jusqu'à la fin de la période financière) sera déterminée au pro rata des contributions des autres Etats Parties et sera au même niveau que celui qui est appliqué sur l'échelle d'évaluation des Nations Unies – mesure appliquée occasionnellement. Cependant, si la contribution d'une nouvelle Partie déterminée sur cette base devait être supérieure à 22 pourcent du budget, la contribution de cette Partie devra être égale à 22 pourcent du budget de l'année financière au cours de laquelle la Partie a rejoint la Convention (ou au pro rata pour une année incomplète). L'échelle des contributions de toutes les Parties devra alors être revue par le Secrétariat le 1er janvier de l'année suivante. Les contributions devront faire l'objet de versements annuels. Les contributions seront dues les 1er janvier 2015, 2016 et 2017.

8. Les contributions devront être versées sur les comptes suivants :

Contributions en euros:

Compte en euros du PNUE  
Compte n° 6161603755  
J.P. Morgan AG  
Junghofstrasse 14  
60311 Frankfurt/Main, Allemagne  
Code banque 501 108 00  
SWIFT N° CHASDEFX  
IBAN : DE 565011080061616 03755

Contributions en dollars US:

UNEP Trust Fund  
Compte n° 485 002 809  
J.P. Morgan Chase  
International Agencies Banking Division  
270 Park Avenue 43rd Floor  
New York, N.Y. 10017, USA  
Transfert bancaire : Chase ABA numéro 021000021  
Numéro SWIFT BIC-CHASUS33, ou  
Numéro de participant CHIPS 0002

9. À la convenance des Parties, pour chacune des années de la période financière, le Directeur exécutif du PNUE doit, dès que possible, notifier les Parties à la Convention du montant de leur contribution.

10. Les contributions reçues dans le fonds d'affectation spéciale qui ne sont pas immédiatement destinées à financer des activités doivent être investies à la discrétion des Nations Unies, et tout revenu doit être crédité au fonds d'affectation spéciale.

11. Le fonds d'affectation spéciale sera sujet à audit par le comité des commissaires aux comptes des Nations Unies.

12. Les budgets estimés devant couvrir les revenus et dépenses de chacune des trois années calendaires constituant la période financière, préparés en euros, devront être soumis à la réunion de la conférence des Parties à la Convention.

13. Les estimations pour chacune des années calendaires couvertes par la période financière devront être divisées en sections et objets de dépenses, devront être spécifiées en fonction des lignes de dépenses, devront inclure des références aux programmes de travail auxquels elles sont apparentées et devront être accompagnées de certaines informations comme cela peut être requis par les contributeurs ou en leur nom, ainsi que d'autres informations que le Directeur exécutif du PNUE aura estimées utiles et recommandables. En particulier, les estimations devront aussi être faites par programme de travail pour chacune des années calendaires, les dépenses devant être spécifiées pour chaque programme de façon à ce qu'elles correspondent aux sections, objets de dépenses et lignes budgétaires décrites dans la première phrase du présent paragraphe.



14. Le budget proposé, avec toutes les informations nécessaires, devra-t-êtré envoyé par le Secrétariat à toutes les Parties au moins 90 jours avant la date fixée pour l'ouverture de la réunion ordinaire de la conférence des Parties au cours de laquelle il devra-t-êtré examiné.

15. Le budget sera adopté par un vote unanime des Parties présentes et votantes à cette conférence des Parties.

16. Dans l'éventualité où le Directeur exécutif du PNUE estimerait que les ressources pourraient êtré insuffisantes pour couvrir la totalité de la période financière, le Directeur exécutif devra consulter le Secrétariat, qui devra demander conseil au Comité permanent quant à ses priorités pour les dépenses.

17. On ne peut engager les ressources du fonds d'affectation spéciale que si elles sont couvertes par des revenus suffisants au niveau de la Convention.

18. À la demande du Secrétariat de la Convention, après conseil du Comité permanent, le Directeur exécutif du PNUE doit, de manière compatible avec les règles et la régulation financières des Nations Unies, faire les transferts nécessaires d'une ligne de budget à l'autre. À la fin de la première année calendaire de la période financière, le Directeur exécutif du PNUE peut transférer tout solde restant des dotations à la deuxième année calendaire, à condition que l'ensemble du budget approuvé par les Parties ne soit pas dépassé, sauf consentement spécifique par écrit du Comité permanent.

19. À la fin de chaque année calendaire de la période financière,<sup>1</sup> le Directeur exécutif du PNUE devra soumettre aux Parties, par le biais du Secrétariat du PNUE/CMS, les comptes de fin d'année. Le Directeur exécutif devra aussi soumettre, dès que possible, les comptes audités pour la période financière. Ces comptes devront inclure tous les détails des dépenses réelles comparées aux provisions d'origine pour chaque ligne de budget.

20. Ces rapports financiers, qui doivent êtré soumis par le Directeur exécutif du PNUE, seront simultanément transmis par le Secrétariat de la Convention aux membres du Comité permanent.

21. Le Secrétariat de la Convention devra fournir au Comité permanent une estimation des dépenses proposées pour l'année à venir, simultanément à, ou dès que possible après, la distribution des comptes et des rapports auxquels il est fait référence dans les paragraphes précédents.

22. Les actuels termes de référence seront effectifs du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2017.

---

<sup>1</sup> L'année calendaire du 1er janvier au 31 décembre est l'année de l'exercice comptable et financier, mais la clôture officielle des comptes est le 31 mars de l'année suivante. Ainsi, le 31 mars, les comptes de l'exercice précédent doivent êtré clos, et, ce n'est qu'alors que le Directeur exécutif peut présenter les comptes de l'année civile précédente.